



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Session ordinaire 2018-2019

CL/PG,CE,LW

P.V. PETI 19

Commission des Pétitions

Procès-verbal de la réunion du 25 septembre 2019

Ordre du jour :

1. Avis quant à la recevabilité des nouvelles demandes de pétition publique

Demande de pétition publique 1386 - Demande de débat en vue de proposer des mesures et actions spécifiques contre le vol de vélos, en particulier dans les immeubles privés

Demande de pétition publique 1387 - Réintroduction de l'attribution de numéros d'immatriculation personnalisés à 3 chiffres

Demande de pétition publique 1388 - Combattre plus effectivement avec des moyens concrets la violence conjugale

Demande de pétition publique 1389 - Instauration d'un calendrier électronique, au tribunal, des "affaires" et des "plaidoiries"

Demande de pétition publique 1390 - Réduction d'accises/TVA sur le Cannabis CBD, Obtention de licences pour vendre le CBD et demande de contrôles pour garantir un produit propre et non dangereux
2. Suivi des pétitions en cours d'instruction
3. Suivi des débats publics
4. Divers

*

Présents : Mme Nancy Arendt épouse Kemp, M. Alex Bodry, M. Frank Colabianchi, M. Gast Gibéryen, M. Marc Goergen, M. Gusty Graas, M. Jean-Marie Halsdorf, M. Marc Hansen, Mme Lydia Mutsch, M. Marco Schank, M. Roberto Traversini

Mme Martine Hansen, remplaçant M. Paul Galles
M. Marc Spautz, remplaçant Mme Octavie Modert

M. Christophe Li, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. André Bauler, M. Mars Di Bartolomeo, M. Paul Galles, Mme Octavie Modert

M. David Wagner, observateur délégué

*

Présidence : Mme Nancy Arendt épouse Kemp, Présidente de la Commission

*

1. Avis quant à la recevabilité des nouvelles demandes de pétition publique

Avis positifs

La Commission des Pétitions a rendu un **avis positif** quant à la recevabilité des demandes de pétition publique suivantes :

Demande de pétition publique 1386 - Demande de débat en vue de proposer des mesures et actions spécifiques contre le vol de vélos, en particulier dans les immeubles privés

Dépôt : le 09.09.2019 à 20 :39

Pétitionnaire : Eduardo Gomez Santos

Demande de pétition publique 1388 - Combattre plus effectivement avec des moyens concrets la violence conjugale

Dépôt : le 11.09.2019 à 13 :52

Pétitionnaire : Ana Pinto

Demande de pétition publique 1389 - Instauration d'un calendrier électronique, au tribunal, des "affaires" et des "plaidoiries"

Dépôt : le 12.09.2019 à 16 :42

Pétitionnaires : François Christian Jean-Marie Lange

Demande de pétition publique 1352 - Administrativ Vereinfachung an engem Stierffall

Dépôt : le 31.07.2019 à 13 :55

Pétitionnaire : Marie-Jeanne Lips

Demande de pétition publique 1353 - Finanziell Ënnerstëtzung fir déi Mammen a Fraen déi opgehalen hunn mat schaffen fir hier Kanner selwer ze erzéien

Dépôt: le 31.07.2019 à 13:56

Pétitionnaire: Marie-Jeanne Lips

Remarques :

Demandes recevables sous réserve : La demande de pétition publique 1386 a été déclarée recevable sous réserve que son auteur modifie le texte de la demande en ayant le soin de supprimer toute forme personnelle.

Demandes recevables suite à une reformulation de l'auteur :

La demande de pétition publique 1352 a été déclarée recevable, suite à une modification de l'intitulé de celle-ci par son auteur. Dans sa version initiale les membres de la commission parlementaire avaient jugé qu'il ne ressortait pas de l'intitulé quel changement législatif ou administratif était visé par l'auteur de ladite pétition.

La demande de pétition publique 1353 a été déclarée recevable, suite à une modification de l'intitulé de celle-ci par son auteur. Dans sa version initiale les membres de la commission parlementaire avaient estimé qu'il ne ressortait pas de l'intitulé quel changement législatif ou administratif était visé par l'auteur de ladite pétition.

Echange de vues

Concernant la demande de pétition publique 1386, M. Alex Bordy (LSAP) donne à considérer que le pétitionnaire ne formule aucune piste de réflexion concrète sur les mesures appropriées à prendre par les autorités publiques pour lutter plus efficacement contre le vol de vélos stationnés à l'intérieur d'un bâtiment privé. Madame la Présidente (CSV) s'interroge sur la compétence de la Chambre des Députés en matière de lutte contre les vols de vélos à l'intérieur d'un bâtiment constituant une copropriété de différents propriétaires privés. La pétition ne se heurte néanmoins pas à un des motifs de refus énumérés par le Règlement de la Chambre des Députés. M. Gusty Graas (DP) signale que l'idée de mener un débat public au sein de la Chambre des Députés sur le phénomène des vols de vélos stationnés à l'intérieur de bâtiments privés lui semble farfelue.

Avis négatif

La Commission des Pétitions a rendu un **avis négatif** quant à la recevabilité de la demande de pétition publique suivante :

Demande de pétition publique 1387 - Réintroduction de l'attribution de numéros d'immatriculation personnalisés à 3 chiffres

Dépôt : le 10.09.2019 à 17 :22

Pétitionnaire : Pascal Lanners

Motivation :

La recevabilité d'une pétition publique est fonction de l'intérêt général de son objet. La Commission des Pétitions ne peut déclarer recevable une pétition publique ayant pour objet des intérêts individuels. La demande de pétition publique 1387 a été déclarée irrecevable, comme il ne ressort ni de son intitulé, ni de son but, ni de sa motivation quel intérêt général une telle modification réglementaire revêtirait pour les citoyens. De plus, la forme personnelle utilisée par son auteur est à proscrire.

Pétitions publiques à reformuler

Demande de pétition publique 1390 - Réduction d'accises/TVA sur le Cannabis CBD, Obtention de licences pour vendre le CBD et demande de contrôles pour garantir un produit propre et non dangereux

Dépôt : le 21.09.2019 à 19 :12

Pétitionnaire : Eric Kiens

Motivation :

Concernant la demande de pétition publique 1390, les membres de la commission parlementaire estiment que tant l'emploi de la forme personnelle de ladite pétition que sa motivation de l'intérêt général sont imprécis, de sorte qu'il y a lieu de reformuler celle-ci.

Demande de pétition publique 1382 - Abolition de l'obligation des ASBL, associations sans but lucratif, de figurer dans le Registre des Bénéficiaires effectifs, RBE, étant donné que l'objectif social de ces sociétés stipule qu'elles sont sans but lucratif

Dépôt : le 05.09.2019 à 17 :33

Pétitionnaire : Manfred Reinertz Barriera

Motivation :

Etant donné que l'obligation pour les asbl de figurer dans le RBE est ancrée dans la loi qui transpose une directive européenne, seule une simplification de la procédure administrative y relative serait possible. Ainsi la Commission des Pétitions propose à l'auteur de la demande de la pétition publique prémentionnée de reformuler pour la deuxième fois sa demande dans ce sens et de supprimer le terme "abolition" dans le texte de la demande.

Echange de vues

Concernant la demande de pétition publique 1390, M. Marc Hansen (déi gréng) s'interroge sur l'intérêt public de la demande de pétition prémentionnée. Il semble que l'auteur de ladite pétition commercialise, dans un but de lucre, des produits contenant la substance "cannabidiol (CBD)", de sorte qu'il y a lieu de s'interroger si cette demande de pétition publique ne revêt pas un intérêt purement personnel pour le pétitionnaire. En outre, la forme personnelle utilisée par son auteur est à proscrire. Madame la Présidente (CSV) confirme que l'utilisation de la forme personnelle ne peut être acceptée par la commission. De plus, l'auteur semble se livrer à un amalgame entre les différents points soulevés dans le cadre de la motivation de ladite demande de pétition publique. Elle souhaiterait davantage de différenciation et de clarté entre les points y soulevés, tels que le volet de la TVA et le volet des critères de qualité des produits commercialisés.

2. Suivi des pétitions en cours d'instruction

Les prises de positions du gouvernement sur les 8 pétitions suivantes ont été soumises à la Chambre des Députés :

Pétition 1178 - Eng Chance fir all Kand

Prise de position du Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse du 19 juillet 2019

Pétition 1185 - Droit à la pudeur des enfants dans les douches des piscines publiques

Prise de position du Ministre de la Justice du 8 août 2019

Pétition 1210 - Pétition pour que le paiement des salaires des agents de l'Etat ne soit plus imposé à un seul établissement. Et que dès lors l'on puisse se faire virer le salaire sur un compte d'une banque de la place financière.

Prise de position du Ministre des Finances du 24 juillet 2019

Pétition 1220 - Continuité du service public ferroviaire

Prise de position du Ministre de la Mobilité et des Travaux publics du 16 juillet 2019

Pétition 1227 - Anerkennung einer im EU-Ausland durchgeführten periodischen Kraftfahrzeughauptuntersuchung. Schaffung der rechtlichen Möglichkeit den Contrôle technique im EU Ausland durchzuführen – Diese Untersuchung soll in Luxemburg anerkannt sein. (Contrôle technique, TÜV)

Prise de position du Ministre de la Mobilité et des Travaux publics du 19 juillet 2019

Pétition 1269 - Consultation de la population via référendum quant au choix du maintien définitif de l'heure d'hiver ou de l'heure d'été dès 2021

Lettre du Ministre la Justice du 6 août 2019

Pétition 1284 - Rendre le congé de paternité accessible pour les indépendants, les travailleurs intellectuels indépendants et les non-salariés en général

Prise de position du Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire du 19 août 2019

Pétition 1285 - Congé familial pour enfant malade non hospitalisé âgé de 13 ans accomplis à 18 ans non accomplis

Prise de position du Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire du 2 août 2019

Remarques :

Les membres de la Commission des Pétitions ne jugent pas nécessaire de demander une seconde prise de position de la part des membres du gouvernement, si la première prise de position répond de façon exhaustive aux doléances et critiques soulevées par le pétitionnaire dans sa pétition.

Concernant la pétition 1269, les membres de de la Commission des Pétitions prennent acte du courrier de Monsieur le Ministre de la Justice qui signale que le domaine évoqué par le pétitionnaire n'entre pas dans le champ de compétence de son ministère. La Commission des Pétitions juge opportun de soumettre une demande de prise de position sur la pétition prémentionnée au Ministre d'État.

3. Suivi des débats publics

Ce point est reporté à l'ordre du jour de la prochaine réunion.

4. Divers

1) Correspondance soumise à la Commission des Pétitions :

Les membres de la Commission des Pétitions prennent acte de plusieurs courriels et courriers qui leur ont été adressés, néanmoins aucune de ces correspondances n'entre directement ou indirectement dans le champ de compétence de la commission parlementaire.

2) Certaines demandes de pétition publique, soumises à la Chambre des Députés, sont formulées en anglais, alors qu'il est obligatoire de formuler celles-ci dans une des trois langues officielles du Grand-Duché de Luxembourg. La commission parlementaire marque son accord pour que l'administration parlementaire se mette en rapport avec les auteurs respectifs des pétitions prémentionnées afin de leur demander de modifier la langue employée.

3) Pour mémoire : La *demande de pétition publique 1375 - Réutilisation des haut-parleurs et autres installations du stade Josy-Barthel afin de diminuer les coûts de construction du nouveau stade et de conserver la tradition et l'atmosphère de l'ancien site*, déposée le 28 août 2019, a été supprimée le 13 septembre 2019, suite à la demande de son auteur.

- 4) La *pétition publique 1359 - Pour que les frais liés à une adoption d'un enfant soient déductibles en charges extraordinaires au niveau des impôts*, déposée le 5 août 2019 et ouverte à signatures à partir du 20 septembre 2019, a été supprimée le 20 septembre 2019, suite à la demande de son auteur.
- 5) *Pétition 964 - Adaptation des toilettes publiques aux besoins des personnes portant des couches*, déposée le 13 février 2018 en tant que pétition publique et reclassée en pétition ordinaire le 29 mai 2018 : Le pétitionnaire souhaite avoir une réponse suite à la transmission du 11 octobre 2018 au Ministre de la Famille et de l'Intégration de son courriel du 17 septembre 2018.

Le présent point 5) est reporté à l'ordre du jour de la prochaine réunion.

- Organisation des travaux :

La prochaine réunion de la Commission des Pétitions aura lieu le 16 octobre 2019 à 10h30 (Maison Wiltheim - salle 6).

- Accord informel entre les membres de la commission parlementaire sur l'abstention de questions parlementaires qui font l'objet d'une pétition publique soumise à la Chambre des Députés par un pétitionnaire

Les membres de la Commission des Pétitions jugent utiles de d'abstenir de poser des questions parlementaires au gouvernement si ces questions sont directement liées à des demandes soulevées par des auteurs de pétitions publiques qui sont encore en cours d'examen de recevabilité, respectivement en cours d'instruction. Une telle abstention volontaire s'appliquera également aux questions parlementaires ayant un objet identique, voire similaire à des pétitions publiques qui sont en cours d'instruction par la Commission des Pétitions et qui ne sont pas encore clôturées.

- Pétition publique P 1329 - Gratis Transport pour les personnes à mobilité réduite

Madame la Présidente (CSV) renvoie aux déclarations publiques récentes faites par Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics au sujet de la gratuité des transports publics en faveur des personnes à mobilité réduite qui utilisent le service *Adapto*. L'oratrice signale que le pétitionnaire souhaite qu'un débat public soit mené au sujet de sa pétition en présence des commissions parlementaires compétentes et de représentants du gouvernement concernés.

Plusieurs membres de la commission parlementaire approuvent le fait que le débat public sur ladite pétition aura lieu comme annoncé. Ils donnent à considérer que le gouvernement n'a jusqu'à présent pas encore fourni au public de détails sur la réforme envisagée.

Le Secrétaire-administrateur,
Christophe Li

La Présidente de la Commission des Pétitions,
Nancy Arendt épouse Kemp